SV

ROYAUME DE BELGIQUE

– – – – – – – – – –

AVIS 47.929/4
DU 29 MARS 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

– – – – – – – – – – – –

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au Premier Ministre, le 2 mars 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Formalités préalables

1. Il résulte du dossier et des explications fournies par le délégué du secrétaire d'État que l'accord du Secrétaire d'État au Budget a été sollicité mais non encore obtenu. Il conviendra de mener l'accomplissement de cette formalité à son terme.

2. Conformément à l'article 6, § 4, 3/, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, le projet doit être soumis à la procédure d'association des gouvernements régionaux.

La demande d'avis mentionne à cet égard :

> "In het kader van de betrokkenheid van de gewesten in toepassing van art. 6, § 4 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, werd het advies van de gewesten gevraagd".

Il revient à l'auteur du projet de veiller au complet accomplissement de cette formalité préalable.

Examen du projet

Dispositif

Article 1er

1. L'article 1er, 28/, en projet, de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules, article 1er, 2/, du projet, introduit une définition de "concessionnaire" rédigée comme suit :

> "particulier ou organe public de droit qui sous l'autorité compétente et en respectant les conditions définies par elle est temporairement chargé par cette autorité compétente de la fabrication et de la distribution des certificats d'immatriculation et des plaques d'immatriculation".

Le rapport au Roi précise que la réforme envisagée, à savoir l'instauration de la plaque (1) d'immatriculation au modèle européen "va de pair avec la possibilité de faire appel à un concessionnaire pour la fabrication et la livraison de la plaque d'immatriculation et/ou du certificat d'immatriculation ainsi que pour la perception d'une redevance à cet effet".

Le fonctionnaire délégué a fourni les informations relatives à l'avis de marché n/ 2010/S 53-079020 accessible via le site TED de l'Union européenne (2), dont il y a lieu de relever les éléments suivants :

> "II.1.1) Intitulé attribué au marché par le pouvoir adjudicateur
>
> > Dossier de concession à la demande du SPF mobilité et transports en vue de la délivrance de plaques d'immatriculation et de certificats d'immatriculation pour véhicules et qui n'est pas soumis à la réglementation des marchés publics mais qui est une concession de services conforme à l'article 1.4 de la directive européenne 2004/18/CE du 31.3.2004.
>
> (...)

---

(1) Le projet hésite entre le vocable traditionnel de "plaque d'immatriculation" et celui de "marque d'immatriculation", conformément à l'article 1er, 20/, de l'arrêté du 20 juillet 2001. Il convient d'unifier la terminologie. La lisibilité du texte gagnerait peut-être à revenir à l'acception usitée de plaque d'immatriculation.

(2) http://ted.europa.eu/udl?uri=TED:NOTICE:79020-2010:TEXT:FR:HTML&src=0

II.1.5) Description succincte du marché ou de l'achat/des achats

La commande, la gestion de stock et la distribution des plaques d'immatriculation et des carnets d'inscription des voitures. La réception des rétributions liées à la distribution des plaques d'immatriculation, la production, la distribution et gestion des documents correspondants et les versements des indemnités de la concession au SPF mobilité et transports.

Et en option collecter, digitaliser et détruire les plaques d'immatriculation expirées.

(...)

II.2.1) Quantité ou étendue globale

150 000 plaques d'immatriculations, 150 000 carnets d'inscription,
150 000 Attestations de radiation et 15 000 avis d'effacement par mois.

(...)

IV.1.1) Type de procédure

Négociée
Des candidats ont déjà été sélectionnés Non

(...)

Critères d'attribution
Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous

1. Sécurité - qualité - distribution - organisation IT - rétributions - reporting - helpdesk - SLA's - plan d'implémentation. Pondération 65

2. prix. Pondération 35".

À la lecture du dossier, la section de législation se pose comme première question, celle de savoir quel est l'organisme qui sera chargé de la fabrication notamment des "marques d'immatriculation" ou des "plaques d'immatriculation".

2. La deuxième question qui se pose est s'il est admissible d'organiser un régime de concession sans intervention du législateur [(3)].

---

(3) Voir à cet égard F. Belleflamme, "La concession de service public : quel renouveau ?", dans H. Dumont et al., Le service public, 1. Le service public : passé, présent et avenir, Bruxelles, la Charte, 2009, pp. 531-586, sp. pp. 565-566.

La section de législation a déjà fait l'observation suivante :

"Comme l'a rappelé la section de législation du Conseil d'État dans un avis 22.331/9, donné le 20 septembre 1993, sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon «portant fixation des redevances à percevoir pour l'utilisation des aéroports et aérodromes publics situés en Région wallonne» : «une concession de service public et l'octroi au concessionnaire d'un tel service du droit de percevoir des redevances requièrent l'intervention expresse du législateur» (4). Plus précisément, le législateur doit, d'une part, ériger une activité déterminée en service public et, ensuite, le concéder ou habiliter le Gouvernement à le faire.

Enfin, s'il l'estime opportun, il peut prévoir le paiement d'une redevance par le concessionnaire à la Région ou y habiliter le Gouvernement. Il en va de même en ce qui concerne les redevances dues aux concessionnaires par les usagers" (5).

La section de législation ne voit pas clairement quelle est l'intention réelle de l'auteur du projet quant à la distribution des marques ou plaques d'immatriculation.

Ainsi se posent la question de savoir au bénéfice de qui seront perçues les redevances, ensuite celle de savoir s'il existe un risque financier dans le chef du "concessionnaire", enfin celle de définir la nature exacte du "prix" mentionné en tant que critère d'attribution dans l'appel de marché.

Si l'intention est de faire assurer la fabrication et la distribution des marques d'immatriculation par un concessionnaire de service public, ce qui implique la perception de redevances au bénéfice du concessionnaire et le transfert au moins d'une partie du risque financier à celui-ci, une intervention préalable et expresse du législateur est requise.

---

(4) *Note infrapaginale 3 de l'avis cité* : Dans le même sens : R.P.D.B., complément II, v/ Concession, Bruxelles, Bruylant, 1966, n/ 78, p. 253; M. PAQUES, De l'acte unilatéral au contrat dans l'administration, Story-Scientia, 1991, n/ 142, p. 195; M. A. FLAMME observations sous Mons, 24 mars 1987, A.P.T. 1988, n/ 5, p. 173 qui distingue cependant la création du service public ou la constitution d'un monopole et l'organisation d'un service public existant qui revient au Gouvernement et pour laquelle il peut conclure des contrats de concession sans habilitation législative spéciale.

(5) Avis 33.238/4, donné le 24 juin 2002, sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 concernant les règles applicables aux concessions domaniales relatives aux infrastructures de tourisme fluvial sur les voies navigables de la Région wallonne.
Voir également, F. Belleflamme, *op. cit.*, pp. 553-554.
La section de législation s'est prononcée récemment dans le même sens dans l'avis 47.464/4, donné le 15 décembre 2009, sur un avant-projet d'ordonnance "réglant l'exploitation d'un service public de location automatisée de vélos".

Article 2

Invité à préciser les notions de "masse de référence" et de "masse maximale autorisée", le délégué a répondu :

> "referentiemassa, zijnde de massa van het voertuig in rijklare toestand verminderd met een forfaitaire massa voor de bestuurder van 75 kg en vermeerderd met een forfaitaire massa van 100 kg"
>
> "maximum toegelaten massa, zijnde de technisch toelaatbare massa, eventueel beperkt ingevolge de bepalingen van artikel 32 van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen".

L'arrêté royal du 20 juillet 2001 sera complété afin que ces définitions apparaissent dans le dispositif, à moins que celles-ci ne résultent déjà d'autres dispositions réglementaires auquel cas le rapport au Roi sera complété.

Article 5

À l'article 16, § 4, alinéa 4, en projet, il convient de se référer à l'article 5, § 1er, 4/ à 11/.

Article 7

Au 3/, le texte destiné à devenir l'article 20, § 5, de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 est incompréhensible.

Article 12

Dans un souci de sécurité juridique, il y a lieu d'abroger expressément les articles compris dans une division du texte, elle-même abrogée. L'auteur du projet veillera à respecter les règles de légistique (6).

Article 13

L'article 26, 2/, en projet, de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 prévoit la perception d'une redevance pour la délivrance d'une plaque d'immatriculation ou d'un duplicata de plaque d'immatriculation.

L'article 1er, alinéa 2, deuxième phrase de la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière dispose : "en ce qui concerne l'immatriculation des véhicules, seuls les frais relatifs à la réservation d'une inscription personnalisée pourront donner lieu à la perception d'une redevance". Certes, un projet de loi prévoit de remplacer cette disposition par la suivante : "sur la proposition du ministre qui a la circulation routière dans ses attributions, le Roi fixe le montant de ces redevances. Les redevances pour l'immatriculation des véhicules sont déterminées par un arrêté royal, délibéré en Conseil des ministres" (7).

Ce projet n'est toutefois pas adopté.

La saisine de la section de législation relative à l'article 26, 2/, en projet, de l'arrêté royal précité est dès lors prématurée.

---

(6) Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", recommandation n/ 126 et formule F 4-2-12-3.

(7) Projet de loi portant des dispositions diverses (*Doc. parl.*, Chambre, (2009-2010), n/s 52-2423/1 et 52-2424/1, pp. 197-198).

Article 17

1. Au 1/, la modification envisagée trouvera sa place à l'alinéa 2 et non à l'alinéa 1er de l'article 32, § 1er, de l'arrêté royal du 20 juillet 2001.

2. Au 2/, la modification envisagée trouvera sa place à l'alinéa 3 et non à l'alinéa 2 de l'article 32, § 1er, de l'arrêté royal du 20 juillet 2001.

Observations finales

1. La version française du projet d'arrêté nécessite une révision linguistique et grammaticale approfondie. Cette observation vaut également pour le texte néerlandais, où il faudra, par exemple, écrire "ter uitvoering van" au lieu de "in uitvoering van", ainsi que "bepalingen uitgevaardigd" et non "bepalingen getroffen".

2. Les phrases liminaires seront revues conformément au Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires [8].

---

[8] Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", recommandation n/ 113 et formules F 4-2-1-1 à 4-2-1-9, à titre d'exemples.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE, L. DETROUX,	conseillers d'État,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. X. DELGRANGE, premier auditeur-chef de section.

LE GREFFIER LE PRÉSIDENT

C. GIGOT P. LIÉNARDY

SV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 47.929/4
VAN 29 MAART 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 2 maart 2010 door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

1. Uit het dossier en de uitleg verstrekt door de gemachtigde van de staatssecretaris blijkt dat de akkoordbevinding van de staatssecretaris voor Begroting gevraagd is, maar nog niet verkregen is. Er moet voor gezorgd worden dat volledig aan dat vormvoorschrift wordt voldaan.

2. Overeenkomstig artikel 6, § 4, 3/, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen moeten de gewestregeringen betrokken worden bij het uitwerken van het ontwerp.

Wat dat betreft staat in de adviesaanvraag het volgende :

> "In het kader van de betrokkenheid van de gewesten in toepassing van art. 6, § 4 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, werd het advies van de gewesten gevraagd".

Het staat aan de steller van het ontwerp erop toe te zien dat volledig aan dat voorafgaande vormvereiste wordt voldaan.

Onderzoek van het ontwerp

Dispositief

Artikel 1

1. Het ontworpen artikel 1, 28/, van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen, artikel 1, 2/, van het ontwerp, voert een definitie van "concessionaris" in, die luidt als volgt :

> "particulier of publiekrechtelijk orgaan dat door de bevoegde overheid tijdelijk belast wordt, onder haar gezag en mits naleving van de door haar bepaalde voorwaarden, met de productie en uitreiking van kentekenbewijzen en kentekenplaten".

In het verslag aan de Koning staat dat de beoogde hervorming, namelijk de invoering van een kentekenplaat [(1)] naar Europees model "gepaard (gaat) met de mogelijkheid tot het inschakelen van een concessionaris wat betreft de aanmaak en de aflevering van de kentekenplaat en/of het kentekenbewijs evenals het innen van een retributie hiervoor".

De gemachtigde ambtenaar heeft de informatie verstrekt aangaande de aankondiging van een opdracht nr. 2010/S 53-079020, die toegankelijk is via de TED website van de Europese Unie [(2)]. De aandacht wordt gevestigd op de volgende passages :

> "II.1.1) Door de aanbestedende dienst aan de opdracht gegeven benaming
>
> Concessiedossier voor de uitreiking van kentekenplaten inschrijvingsbewijzen voertuigen dat niet onderworpen is aan de regelgeving van overheidsopdrachten maar een concessie van diensten is volgens artikel 1.4 van de Europese Richtlijn 2004/18/CE van 31.3.2004.

---

(1) In de Franse tekst van het ontwerp wordt getwijfeld tussen de gebruikelijke term "plaque d'immatriculation" en de term "marque d'immatriculation", gebezigd in artikel 1, 20/, van het besluit van 20 juli 2001. Er moet gezorgd worden voor eenheid in de terminologie. Het komt misschien de leesbaarheid van de tekst ten goede indien teruggekeerd wordt naar de gebruikelijke term "plaque d'immatriculation".

(2) http://ted.europa.eu/udl?uri=TED:NOTICE:79020-2010:TEXT:NL:HTML&tabId=1

(...)

II.1.5) Korte beschrijving van de opdracht of de aankoop/aankopen

De bestelling het voorraadbeheer en de uitreiking van kentekenplaten en inschrijvingsbewijzen voor voertuigen, de inning van de retributies voor de uitreiking van kentekenplaten, de aanmaak, de verzending en het beheer van de bijbehorende documenten en de storting van de concessievergoeding aan de FOD Mobiliteit en Vervoer.

En optioneel het inzamelen, digitaliseren en vernietigen van vervallen kentekenplaten voor voertuigen.

(...)

II.2.1) Totale hoeveelheid of omvang

150 000 kentekenplaten, 150 000 inschrijvingsbewijzen,
150 000 schrappingsattesten en 15 000 stuks uitwissingsberichten per maand.

(...)

IV.1.1) Type procedure

Onderhandeling
De gegadigden zijn reeds geselecteerd Neen

(...)

Gunningscriteria
Economisch meest voordelige aanbieding, gelet op de onderstaande criteria

1. Beveiliging - kwaliteit - levering - IT-organisatie - ontvangen retributies - rapportering - helpdesk - SLA's - implementatieplan. Weging 65

2. Prijs. Weging 35".

Bij het lezen van het dossier is het eerste wat de afdeling Wetgeving zich afvraagt welk orgaan belast zal worden met de productie van onder meer kentekenplaten.

2. De tweede vraag die rijst is of een concessieregeling mag worden ingevoerd zonder dat de wetgever daaraan te pas komt [(3)].

---

(3) Zie, wat dat betreft, F. BELLEFLAMME, "La concession de service public : quel renouveau?", in H. DUMONT et al., Le service public, 1. Le service public : passé, présent et avenir, Brussel, Die Keure, 2009, blz. 531-586, inz. blz. 565-566.

De afdeling Wetgeving heeft reeds het volgende opgemerkt :

"Comme l'a rappelé la section de législation du Conseil d'État dans un avis 22.331/9, donné le 20 septembre 1993, sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon portant fixation des redevances à percevoir pour l'utilisation des aéroports et aérodromes publics situés en Région wallonne : une concession de service public et l'octroi au concessionnaire d'un tel service du droit de percevoir des redevances requièrent l'intervention expresse du législateur [(4)]. Plus précisément, le législateur doit, d'une part, ériger une activité déterminée en service public et, ensuite, le concéder ou habiliter le Gouvernement à le faire.

Enfin, s'il l'estime opportun, il peut prévoir le paiement d'une redevance par le concessionnaire à la Région ou y habiliter le Gouvernement. Il en va de même en ce qui concerne les redevances dues aux concessionnaires par les usagers" [(5)].

Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk wat de eigenlijke bedoeling is van de steller van het ontwerp met betrekking tot de uitreiking van kentekenplaten.

Zo rijst de vraag ten behoeve van wie de retributies geïnd worden, voorts of er een financieel risico bestaat voor de "concessionaris", en ten slotte wat de precieze aard is van de "prijs" genoemd als gunningscriterium in de aankondiging van de opdracht.

---

(4) *Voetnoot 3 van het genoemde advies : "*Dans le même sens : R.P.D.B., complément II, v/ Concession, Bruxelles, BRUYLANT, 1966, n/ 78, p. 253; M. PAQUES, De l'acte unilatéral au contrat dans l'administration, Story-Scientia, 1991, n/ 142, p. 195; M. A. FLAMME observations sous Mons, 24 mars 1987, A.P.T. 1988, n/ 5, p. 173 qui distingue cependant la création du service public ou la constitution d'un monopole et l'organisation d'un service public existant qui revient au Gouvernement et pour laquelle il peut conclure des contrats de concession sans habilitation législative spéciale."

(5) Advies 33.238/, op 24 juni 2002 verstrekt over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 tot bepaling van de voorschriften die van toepassing zijn op de domeinconcessies betreffende de infrastructuren voor riviertoerisme op de waterwegen van het Waalse Gewest.
Zie ook, F. BELLEFLAMME, *op.cit.*, blz. 553-554.
De afdeling Wetgeving heeft zich onlangs in dezelfde zin uitgesproken in advies 47.464/4, op 15 december 2009 verstrekt over een voorontwerp van ordonnantie "bepalende de exploitatie van een openbare dienst geautomatiseerde fietsverhuur".

Zo het de bedoeling is de kentekenplaten te laten produceren en uitreiken door een concessionaris van de openbare dienst, wat betekent dat retributies geïnd worden ten behoeve van de concessionaris en op zijn minst een deel van het financiële risico op hem wordt overgedragen, is voorafgaandelijk een uitdrukkelijk optreden van de wetgever vereist.

Artikel 2

Op het verzoek om de begrippen "referentiemassa" en "maximum toelaatbare massa" te verduidelijken, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord :

> "referentiemassa, zijnde de massa van het voertuig in rijklare toestand verminderd met een forfaitaire massa voor de bestuurder van 75 kg en vermeerderd met een forfaitaire massa van 100 kg"
>
> "maximum toegelaten massa, zijnde de technisch toelaatbare massa, eventueel beperkt ingevolge de bepalingen van artikel 32 van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen".

Het koninklijk besluit van 20 juli 2001 moet worden aangevuld opdat deze definities deel uitmaken van het dispositief, tenzij ze reeds voortvloeien uit andere verordeningsbepalingen, in welk geval het verslag aan de Koning moet worden aangevuld.

Artikel 5

In het ontworpen artikel 16, § 4, vierde lid, moet naar artikel 5, § 1, 4/ tot 11/, worden verwezen.

Artikel 7

In onderdeel 3/ is de tekst die bestemd is om artikel 20, § 5, van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 te worden, onbegrijpelijk.

.../...

Artikel 12

Omwille van de rechtszekerheid moeten de artikelen die vervat zijn in een onderverdeling van de tekst, welke onderverdeling zelf opgeheven wordt, uitdrukkelijk worden opgeheven. De steller van het ontwerp dient erop toe te zien dat de wetgevingstechnische regels in acht worden genomen [(6)].

Artikel 13

Het ontworpen artikel 26, 2/, van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 voorziet in het heffen van een retributie voor het uitreiken van een kentekenplaat of van een duplicaat van een kentekenplaat.

Artikel 1, tweede lid, tweede zin, van de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer bepaalt : "Wat betreft de inschrijving van de voertuigen kunnen enkel de kosten met betrekking tot het reserveren van een gepersonaliseerd opschrift aanleiding geven tot een retributie". en wetsontwerp voorziet weliswaar in de vervanging van deze bepaling door de volgende : "Op voorstel van de minister bevoegd voor het wegverkeer, bepaalt de Koning het bedrag van die vergoedingen. De vergoedingen voor de inschrijving van voertuigen worden bepaald bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit" [(7)].

Dit ontwerp is evenwel niet aangenomen.

De afdeling Wetgeving in verband met het ontworpen artikel 26, 2/, van het voornoemde koninklijk besluit om advies verzoeken is derhalve voorbarig.

---

(6) Zie *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling nr. 126 en formule F 4-2-12-3.

(7) Wetsontwerp houdende diverse bepalingen (*Parl. St.*, Kamer, (2009-2010), nrs. 52-2423/1 en 52-2424/1, 197-198).

Artikel 17

1. In onderdeel 1/ hoort de ontworpen wijziging thuis in het tweede lid, en niet in het eerste lid, van artikel 32, § 1, van het koninklijk besluit van 20 juli 2001.

2. In onderdeel 2/ hoort de ontworpen wijziging thuis in het derde lid, en niet in het tweede lid, van artikel 32, § 1, van het koninklijk besluit van 20 juli 2001.

Slotopmerkingen

1. De Franse versie van het ontwerp van besluit moet uit taalkundig en grammaticaal oogpunt grondig worden herzien.

Eenzelfde opmerking geldt voor de Nederlandse tekst, waarin bij voorbeeld "ter uitvoering van" moet worden geschreven in plaats van "in uitvoering van", alsook "bepalingen uitgevaardigd" en niet "bepalingen getroffen".

2. De inleidende zinnen moeten overeenkomstig de Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten worden herzien [(8)].

---

(8) Zie *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling nr. 113 en formules F 4-2-1-1 tot F 4-2-1-9, bij wijze van voorbeelden.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	L. DETROUX,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. X. DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER DE VOORZITTER

C. GIGOT P. LIÉNARDY